

de rechange aux plans actuels de modernisation des forces canadiennes placées sous le commandement du SACEUR, un moyen de rendre compatibles dans la politique canadienne de défense les exigences contradictoires de la sécurité intérieure et la nécessité d'un contrepois économique et politique (à laquelle l'engagement actuel envers l'OTAN tente de parer).

Une solution commode serait de créer au sein de l'OTAN un Commandement allié de l'Arctique, comme l'a suggéré le professeur Nils Orvik. Confié au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Danemark et à la Norvège, ce Commandement symboliserait, en tant qu'institution, une prise de conscience du potentiel accru de la marine soviétique, notamment de sa flotte septentrionale basée sur la péninsule de Kola, et des dangers politiques et militaires qu'elle représente pour les États de l'Atlantique nord. Il sensibiliserait davantage ces États aux questions de la sécurité du flanc nord, habitués qu'ils sont de voir l'Alliance concentrer surtout ses efforts en Europe centrale. Il donnerait au Canada la possibilité de redistribuer certaines de ses tâches militaires et de réunir ses forces, pour le moment divisées par l'exécution de deux rôles très différents. L'accent étant ainsi déplacé, le Canadien moyen s'intéresserait peut-être davantage à la défense de son pays, que présentement on lui demande de considérer en fonction de la sécurité européenne, ce qui lui semble très curieux à première vue. Enfin, il ne serait plus nécessaire d'acheter des chars et des avions de combat conçus pour faire la guerre en Europe.

Un tel revirement ne saurait être pris pour une tentative d'affranchissement ou pour l'annonce d'un retrait futur de l'OTAN; au contraire, le Canada pourrait réaffecter ses ressources militaires tout en fournissant de solides preuves de sa fidélité à l'OTAN, actualisant ainsi la fonction politique de ses troupes cantonnées en Europe, celle de faire savoir aux Européens qu'il est bel et bien engagé à les défendre. Une autre fonction militaire aux résonances politiques prononcées est le maintien par les Nord-Américains d'un dispositif de renfort et de ravitaillement de l'Europe. Le simple fait qu'ils maintiennent ce dispositif en place témoigne de leur appui aux Européens de l'Ouest. La question de savoir si ce dispositif correspond ou non aux intentions stratégiques des Soviétiques ou au scénario favori de qui que ce soit n'a rien à y voir.

A une époque où les restrictions financières donnent l'allure d'un symbole à l'exercice de la souveraineté, où l'institu-

tion d'une zone économique de deux cents milles entraîne la mise sur pied d'un vaste dispositif de surveillance, de protection et de police et où la revendication d'une juridiction dans l'Arctique pose d'énormes problèmes d'ordre militaire, le gouvernement a choisi de se procurer comme avion patrouilleur à long rayon d'action le *P-3 Aurora*, appareil conçu entre autres pour la guerre anti-sous-marine. Or, l'Union soviétique vient d'entreprendre de remplacer ses SSBN (sous-marins lance-missiles balistiques) de type Yankee par des SSBN de type Delta, dont la puissance de feu porte beaucoup plus loin. Alors que les missiles du sous-marin Yankee avaient une portée de 1 600 milles, ceux du Delta peuvent être lancés à plus de 4 000 milles. Par conséquent, la fonction stratégique anti-sous-marine dans le quadrant nord-ouest de l'Atlantique perd de son importance, et il serait insensé pour le Canada d'y maintenir un dispositif de lutte anti-sous-marine, sauf pour parer à l'éventualité d'un déploiement des bâtiments de type Yankee dans le cadre d'une première frappe soviétique. Dans ces conditions, il y a lieu de s'interroger sur l'utilité de l'*Aurora* et de l'équipement électronique ultra-perfectionné qu'il transporte à son bord.

Si le Canada cherche à gagner de l'influence en achetant cet avion, c'est, à notre avis, payer très cher. S'il veut par ailleurs simplement assurer la permanence des échanges de renseignements entre Norfolk et Halifax, là encore le moyen choisi est beaucoup trop onéreux. Le Canada aurait vraiment fait le poids dans la guerre stratégique anti-sous-marine s'il s'était doté de sous-marins d'attaque, le meilleur moyen de neutraliser les SSBN, mais il a refusé pour des raisons bien compréhensibles. Il a tout de même choisi l'*Aurora* comme deuxième solution à une mission qu'il n'aura peut-être plus à remplir. Compte tenu des tâches qu'il lui faudra entreprendre, il aurait pu obtenir une meilleure combinaison d'appareils à un coût légèrement supérieur à celui de tout le projet *Aurora*. Il ne s'agit pas ici de nier la nécessité d'un patrouilleur à long rayon d'action, mais plutôt de se demander pourquoi on a choisi précisément un modèle dont l'appareillage électronique traduit un trop grand souci d'imitation. Un modèle plus simple (et moins dispendieux), combiné à une variante du *Dash 7*, par exemple, aurait mieux fait l'affaire. Cette dernière solution aurait en outre l'avantage de faire marcher à plein rendement les chaînes de production de la de Havilland pendant quelque temps.